

L'ambassadeur de France en Algérie l'a affirmé

“Nous atteindrons les 300 000 visas délivrés cette année”



Dans un entretien accordé à l'APS, l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Émié, a abordé plusieurs dossiers : les visas, la coopération, l'usine Renault, le sommet Sellal-Valls prévu en décembre, la lutte antiterroriste, ainsi que le dialogue intermalién abrité par Alger.

“Le nombre de visas a connu une croissance significative avec 210 000 délivrés en 2013. Cette hausse va se poursuivre en 2014 avec probablement plus de 300 000 visas délivrés. 75% des demandes reçoivent une réponse positive dans les trois consulats généraux français en Algérie”, a déclaré, hier, dans un entretien à l'APS, Bernard Émié, ambassadeur de France en Algérie.

Et d'ajouter qu'“à la demande de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international, nous accordons depuis un an un nombre croissant de visas de circulation, qui représentent, à présent, près de 50% du total des visas attribués, et qui permettent de se rendre régulièrement en France et dans l'espace Schengen, sur une période de plusieurs années, sans être obligé de demander un nouveau visa”.

L'ambassadeur a également abordé le rythme de traitement des dossiers. “Pour faire face à l'augmentation très importante de la demande, qui atteint désormais 35% par an, des postes supplémentaires ont été créés au sein des consulats, ainsi qu'un effort portant sur les modes d'organisation et la simplification des procédures. Nous sommes ainsi passés, entre l'automne 2013 et le printemps 2014, pour le seul consulat général d'Alger, de 900 à 1 200 dossiers traités par jour. J'ai donné instruction pour que nous poursuivions, dans ce sens, avec un

objectif de 1 500 dossiers traités par jour d'ici à la fin 2014. L'objectif est simple : permettre davantage d'échanges humains entre nos deux pays pour favoriser nos échanges économiques, culturels et touristiques", a encore expliqué l'ambassadeur.

À propos de la coopération économique, Bernard Émié a abordé la réunion du comité mixte économique franco-algérien (Comefa) prévue le 10 novembre prochain en présence, pour la partie française, du ministre des Affaires étrangères et du Développement international, Laurent Fabius, et du ministre de l'Économie, ainsi que de celui de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron. "La tenue de ce comité sera l'occasion d'inaugurer, en présence du Premier ministre Abdelmalek Sellal, l'usine de production de véhicules Renault de Oued Tlilat, qui est un des exemples les plus achevés de ces partenariats industriels dont nous souhaitons le développement", a indiqué l'ambassadeur, qui poursuit : "C'est loin d'être le seul exemple. L'usine Sanofi de Sidi-Abdallah, dont la construction a été lancée l'automne dernier, et l'implantation industrielle réalisée par Alstom à Annaba en sont d'autres modèles. Nous devons faire toujours davantage et j'irai chercher des entreprises françaises afin d'essayer de répondre aux besoins de notre partenaire algérien." Saluant le travail accompli par Ubifrance, l'ambassadeur a précisé qu'en "2013, 400 entreprises ont été accompagnées en Algérie par Ubifrance sur le marché algérien avec l'objectif de faciliter la mise en œuvre de partenariats avec des entreprises algériennes et ce, dans les secteurs prioritaires définis par le gouvernement algérien, parmi lesquels la santé, l'agroalimentaire, le bâtiment, les travaux publics et l'ingénierie touristique". L'ambassadeur a également abordé plusieurs dossiers, tels que la lutte antiterroriste.

Tout en saluant les efforts entrepris par l'Algérie pour retrouver les assassins d'Hervé Gourdel, le diplomate a souligné que les deux pays continueront de "travailler étroitement sur ces sujets avec les autorités algériennes durant les mois à venir, en particulier lors de la prochaine réunion des secrétaires généraux de nos deux ministères des Affaires étrangères en octobre, à l'occasion de la visite de Laurent Fabius à Oran mi-novembre et lors de la tenue de la deuxième réunion du comité intergouvernemental de haut niveau présidée par le Premier ministre Sellal et par le Premier ministre Manuel Valls début décembre à Paris".

Concernant le règlement de la crise malienne, l'ambassadeur a affirmé l'appui de la France aux "discussions en cours et les efforts déployés par l'Algérie pour qu'elles aboutissent à un bon accord qui puisse être appliqué de bonne foi par toutes les parties".

S'agissant de la Libye, Bernard Émié a estimé que de "nombreuses consultations entre la France et l'Algérie ont eu lieu ces derniers mois" et que "nous partageons, avec les autorités algériennes, une grande préoccupation sur les risques liés à la déstabilisation de ce pays".

Pour le diplomate, "il n'y a d'autre choix que celui de renouer le dialogue entre les Libyens et de favoriser la restauration de la sécurité et des institutions de l'État."